



SUD-Solidaires BPCE

Contacts : 06 73 46 11 98 / sudbpce@gmail.com

Site : www.sudbpce.com



Toutes et tous en grève le 4 février

À l'appel de la CGT, FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse, le 4 février prochain sera une journée de mobilisation et de grève, notamment pour la défense de l'emploi et des services publics. **SUD**-Solidaires BPCE se joint à ce mouvement et appelle les personnels du Groupe BPCE à se mettre en grève et à participer aux manifestations (dans le respect strict des mesures sanitaires) qui seront organisées partout sur le territoire.

Défendre les services publics est une nécessité, la crise sanitaire a mis en lumière les conséquences désastreuses de la casse du service public de la santé organisée par les gouvernements successifs : réduction des personnels, fermetures de lits, réduction des moyens matériels de soin... Tout cela est à l'origine de l'incapacité des hôpitaux publics de prendre en charge l'ensemble des malades et le gouvernement, plutôt que de mettre les moyens financiers au service de notre santé, impose des mesures de **restriction de nos libertés publiques comme le confinement ou le couvre-feu**.

Combattre la destruction d'emplois est une nécessité pour arrêter la spirale infernale de l'augmentation du chômage et de l'explosion de la précarité. Aujourd'hui en France, plus de 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Le Groupe BPCE n'est pas en reste en matière de suppressions d'emplois ; plusieurs milliers ont été supprimés dans les entreprises du Groupe, particulièrement dans les Caisses d'épargne et les Banques populaires. Natixis vient d'annoncer un nouveau plan de 250 suppressions d'emplois. Combien de temps allons-nous encore supporter cette situation sans réagir ? Nous connaissons que trop bien les conséquences de ces baisses d'effectifs : la dégradation continue de nos conditions de travail !!! Il nous est demandé à longueur d'année de toujours faire plus en étant toujours moins nombreux-euses.



En finir avec la pression commerciale est une nécessité. Malgré de bons résultats financiers en 2020, voire même en hausse dans certaines entreprises, la direction de BPCE refuse d'augmenter les salaires et refuse aussi de verser une « prime Covid ». Pourtant, on assiste à un investissement et à une implication sans faille du personnel, particulièrement celui au contact de la clientèle, alors que la Covid sévit toujours.

2021, *bis repetita* ou pire encore ? C'est la 2^{ème} option qui semble se dessiner avec une pression du résultat des plus intenses !

Toutes et tous concerné-es, c'est le moment de montrer notre ras le bol en se mettant en grève le 4 février.